

Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 1

**« LE DROIT DE PROPRIÉTÉ EST-IL "INVOLABLE ET
SACRÉ" ? »**

Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 2

**« LA LIBERTÉ RELIGIEUSE DES USAGERS DU SERVICE
PUBLIC »**

Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 3

**« L'ARTICULATION ENTRE LA PROTECTION EUROPÉENNE
DES DROITS FONDAMENTAUX ET LE DROIT
CONSTITUTIONNEL NATIONAL »**

Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 4

**« L'INDIGNITÉ DES CONDITIONS DE DÉTENTION DANS LES
LIEUX DE PRIVATION
DE LIBERTÉ RELEVANT DU CHAMP PÉNAL »**

Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 5

« LE DROIT À LA MORT »

Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 6

**« LE JUGE ADMINISTRATIF EST-IL UN PROTECTEUR
EFFICACE DES LIBERTÉS ? »**

Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 7

**« L'UNIFORME SCOLAIRE ET LES LIBERTÉS
FONDAMENTALES »**

Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 8

**« L'ORDRE PUBLIC IMMATÉRIEL EN DROIT PUBLIC
FRANÇAIS »**

Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 9

« A la lumière de l'extrait suivant, commentez l'arrêt de la Grande Chambre de la Cour EDH du 14 sept. 2022, affaire H.F. et autres c. la France, requêtes jointes n^{os} 24384/19 et 44234/20 :

« 282. (...) En l'absence de toute décision formalisée de la part des autorités compétentes du refus de faire droit aux demandes des requérants, l'immunité juridictionnelle qui leur a été opposée par les juridictions internes, alors qu'ils fondaient leur prétention devant elles sur le respect du droit posé par l'article 3 § 2 du Protocole n° 4 et les obligations mises à la charge de l'État par cette disposition, les a privés de toute possibilité de contester utilement les motifs qui ont été retenus par ces autorités et de vérifier qu'ils ne reposent sur aucun arbitraire. Elle précise que l'exercice d'un tel contrôle n'implique pas nécessairement que le juge saisi se reconnaisse compétent pour ordonner, le cas échéant, le rapatriement.

283. Il résulte de ce qui précède que l'examen des demandes de retour effectuées par les requérants au nom de leurs proches n'a pas été entouré de garanties appropriées contre l'arbitraire.

284. Partant, il y a eu violation de l'article 3 § 2 du Protocole n° 4. »

»



Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 10

**« QUELLE PROTECTION OFFRENT LES DROITS HUMAINS
FACE À LA PAUVRETÉ EXTRÊME ? »**

Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 11

**« Commentez l'arrêt du 30 septembre 2020
(19-12.058) - Cour de cassation - Chambre sociale »**

Faits et procédure

1. Selon l'arrêt attaqué (Paris, 12 décembre 2018), Mme X... a été engagée à compter du 1er juillet 2010 en qualité de chef de projet export par la société Petit Bateau. Par lettre du 15 mai 2014, elle a été licenciée pour faute grave, notamment pour avoir manqué à son obligation contractuelle de confidentialité en publiant le 22 avril 2014 sur son compte Facebook une photographie de la nouvelle collection printemps/été 2015 présentée exclusivement aux commerciaux de la société.

2. Contestant son licenciement, la salariée a saisi la juridiction prud'homale de diverses demandes.

[...]

Sur le premier moyen, pris en ses première et troisième branches

Énoncé du moyen

4. La salariée fait grief à l'arrêt de dire le licenciement fondé sur une faute grave et de la débouter de ses demandes au titre de la rupture du contrat, alors :

« 1°/ que l'employeur ne peut accéder aux informations extraites d'un compte Facebook de l'un de ses salariés sans y avoir été autorisé ; qu'il s'ensuit que la preuve des faits invoqués contre un salarié dans une procédure disciplinaire issue de publications figurant sur son compte Facebook privé, rapportée par l'intermédiaire d'un autre salarié de l'entreprise autorisé à y accéder, est irrecevable ; que dans ses conclusions d'appel, la salariée soutenait que la preuve des faits reprochés n'était pas opposable, ces derniers se rapportant à un compte Facebook privé, non accessible à tout public mais uniquement aux personnes que cette dernière avait accepté de voir rejoindre son réseau ; qu'en se bornant à retenir que l'employeur n'avait commis aucun fait illicite ou procédé déloyal d'atteinte à la vie privée, ayant été informé de la diffusion de la photographie litigieuse sur le compte Facebook de la salariée par un des « amis » de la salariée travaillant au sein de la société, sans s'expliquer sur le caractère inopposable, et donc irrecevable, de la preuve invoquée, la cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard de l'article 9 et 1353 du code civil, ensemble l'article 9 du code de procédure civile ;

2°/ que l'employeur ne peut porter une atteinte disproportionnée et déloyale au droit au respect de la vie privée du salarié ; qu'il s'ensuit qu'il ne peut s'immiscer abusivement dans les publications du salarié sur les réseaux sociaux ; qu'en décidant que l'employeur n'avait commis aucun fait illicite ou procédé déloyal d'atteinte à la vie privée quand elle se référait, pour justifier la faute grave, à l'identité et aux activités professionnelles des amis de la salariée sur le réseau Facebook, telles que rapportées par l'employeur et dont il considérait qu'ils travaillaient chez des concurrents, la cour d'appel a violé l'article 9 du code civil. »

Réponse de la Cour

5. D'abord, si en vertu du principe de loyauté dans l'administration de la preuve, l'employeur ne peut avoir recours à un stratagème pour recueillir une preuve, la cour d'appel, qui a constaté que la publication litigieuse avait été spontanément communiquée à l'employeur par un courriel d'une

autre salariée de l'entreprise autorisée à accéder comme « amie » sur le compte privé Facebook de Mme X..., a pu en déduire que ce procédé d'obtention de preuve n'était pas déloyal.

6. Ensuite, il résulte des articles 6 et 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, 9 du code civil et 9 du code de procédure civile, que le droit à la preuve peut justifier la production d'éléments portant atteinte à la vie privée à la condition que cette production soit indispensable à l'exercice de ce droit et que l'atteinte soit proportionnée au but poursuivi.

7. La production en justice par l'employeur d'une photographie extraite du compte privé Facebook de la salariée, auquel il n'était pas autorisé à accéder, et d'éléments d'identification des « amis » professionnels de la mode destinataires de cette publication, constituait une atteinte à la vie privée de la salariée.

8. Cependant, la cour d'appel a constaté que, pour établir un grief de divulgation par la salariée d'une information confidentielle de l'entreprise auprès de professionnels susceptibles de travailler pour des entreprises concurrentes, l'employeur s'était borné à produire la photographie de la future collection de la société publiée par l'intéressée sur son compte Facebook et le profil professionnel de certains de ses « amis » travaillant dans le même secteur d'activité et qu'il n'avait fait procéder à un constat d'huissier que pour contrecarrer la contestation de la salariée quant à l'identité du titulaire du compte.

9. En l'état de ces constatations, la cour d'appel a fait ressortir que cette production d'éléments portant atteinte à la vie privée de la salariée était indispensable à l'exercice du droit à la preuve et proportionnée au but poursuivi, soit la défense de l'intérêt légitime de l'employeur à la confidentialité de ses affaires.

10. Le moyen n'est donc pas fondé.

[...]

PAR CES MOTIFS, la Cour :

REJETTE le pourvoi ;

Épreuve du Grand Oral
portant sur la protection des libertés et droits fondamentaux

Mardi 14 novembre 2023

SUJET N° 12

« Commentez l'extrait de la déclaration du président E. Macron, en hommage à Gisèle Halimi, avocate, prononcé le 8 mars 2023 à Paris: »

« Aujourd'hui, dans notre pays, il n'y a plus de procès pour avoir avorté, ni à Bobigny ni ailleurs. Il y a pourtant les mêmes chefs d'accusation, les mêmes pleurs, la même honte dans des tribunaux d'autres pays du monde revenus sur la marche des droits des femmes. Parce que des idéologies réactionnaires espèrent tenir leur revanche, sans doute, sur les avocates, les activistes, les engagées qui les ont jadis fait plier ; parce que le droit des femmes est toujours une conquête fragile, Gisèle Halimi, par ses mots, avait fait changer la loi. Et je veux aujourd'hui que la force de ce message nous aide à changer notre Constitution afin d'y graver la liberté des femmes à recourir à l'interruption volontaire de grossesse pour assurer solennellement que rien ne pourra entraver ou défaire ce qui sera ainsi irréversible. »